VISITE D'ETAT AU MAROC

3 et 4 avril 2013

Revue de presse

****

CONTENU DE LA VISITE

PRESSE EN LIGNE

Aujourd'hui LE MAROC

Un accueil populaire pour François Hollande à Casablanca

La population casablancaise a réservé un accueil enthousiaste et haut en couleur au président français François Hollande. La foule marocaine s'est massée tout au long de l'itinéraire emprunté par le cortège des deux chefs d'État et a exprimé avec exubérance sa joie et son allégresse en ce jour faste de début de cette visite qui ne manquera pas d'ajouter un nouveau jalon à l'édifice des relations séculaires d'amitié et de

coopération unissant les deux pays et les deux peuples. Les drapeaux marocain et français flottaient côte-à-côte au-dessus des édifices et les portraits des deux chefs d'État, SM le Roi Mohammed VI et le président François Hollande, pavoisaient les principales artères de Casablanca. A leur arrivée à la Place «Lemaigre Debreuil», SM le Roi Mohammed VI, accompagné de SAR le Prince Héritier Moulay El Hassan et de SAR le Prince Moulay Rachid, et le président français ont passé en revue un détachement de la Marine royale qui rendait les honneurs, avant d'être salués par le wali de la région du Grand Casablanca, gouverneur de la préfecture de Casablanca, Mohamed Boussaid, et le président du conseil de la ville, Mohamed Sajid, les élus locaux et des personnalités civiles et militaires.

Après avoir été convié à la traditionnelle cérémonie d'offrande de lait et de dattes, François Hollande a été salué par les gouverneurs des préfectures du Grand Casablanca, les élus et les représentants des autorités locales. SM le Roi et son illustre hôte ont, à cette occasion, tenu à se mêler à la foule venue nombreuse à la Place «Lemaigre Debreuil», pour saluer les deux chefs d'État, scander des vivats à l'adresse du Souverain et du président Hollande et glorifier l'amitié maroco-française. Le cortège des deux chefs d'État s'est dirigé par la suite vers la Place du Mechouar du Palais Royal de Casablanca, escorté par la fanfare et la cavalerie de la Garde royale. Il est de tradition que la cavalerie de la Garde royale fasse de telles parades chaque fois que le Souverain accueille de grands hôtes et figures de marque pour mettre en évidence les dimensions particulières des relations bilatérales et donner, comme à cette circonstance, la mesure des liens séculaires unissant le Maroc et la France.

AtlasInfo.fr

Hollande: la relation maroco-française se situe au-delà des alternances en France et des successions au Maroc

Le Président français, François Hollande, s'est félicité mercredi soir du caractère unique et singulier de la relation maroco-française, une relation qui "se situe au-delà des alternances en France, des successions au Maroc, des variations politiques. Au-delà même des personnalités".
La relation France-Maroc ne souffre en effet d'aucun contentieux notable ni d'un passé douloureux. A l'inverse de la relation tourmentée entre la France et l'Algérie, qui avait incité François Hollande à réserver à Alger sa première visite en Afrique du nord, en décembre dernier.

"Le Maroc est étroitement lié à la France, à sa population, à son histoire, à sa langue. Et la France est unie au Maroc par mille liens humains, culturels, économiques", a-t-il assuré lors d'une allocution prononcée lors du diner officiel offert en son honneur par le Roi Mohammed VI au palais Royal de Casablanca.

Le président français a insisté sur le partage par les deux pays d'"une richesse qui n'a pas de prix: celle de pouvoir regarder leur avenir, avec la même confiance, sans avoir besoin de se retourner pour juger le passé".

Il a ainsi rappelé que la France n'oubliera jamais que des soldats marocains sont venus combattre avec bravoure pour libérer la France lors des deux conflits mondiaux", et que feu le Roi Mohammed V qui "fut élevé Compagnon de la Libération par le Général De Gaule, a été "le seul chef d'Etat à recevoir cet honneur".

Plusieurs facteurs communs rapprochent aujourd'hui la France et le Maroc, a dit M. Hollande, évoquant le rô le des Marocains établis en France et les membres de la communauté française installés au Maroc, qui sont source d'enrichissement réciproque dans les domaines de l'économie, mais aussi de la culture et du tourisme.

Le Président français, a tenu, à cette occasion, à réaffirmer la confiance de la France dans le Maroc, pays dont il a mis en avant les "atouts considérables" à savoir "une population jeune, une stabilité qui ne verse jamais dans l'immobilisme, et le respect d'une tradition qui n'entrave pas la marche vers la modernité".

Soulignant la position "exceptionnelle" du Royaume, "situé au confluent de la Méditerranée, du monde arabe et de l'Afrique", M. Hollande a noté que le Maroc a "su construire un modèle qui assume si pleinement chacune des composantes de son identité, qu'elle soit arabo-islamique, amazigh ou saharo-hassanie, ou encore, comme votre constitution l'affirme, africaine, andalouse, hébraïque et méditerranéenne". Il a mis à profit sa visite pour louer le modèle marocain "construit sur l'ouverture, la tolérance et le dialogue", se prévalant de richesses, dont peu de pays disposent notamment une richesse de l'histoire, un patrimoine exceptionnel et une architecture des villes nouvelles empreinte d'audace.

M. Hollande a dit apprécier les choix audacieux du Souverain de "lancer un vaste mouvement de réformes" répondant de la sorte aux aspirations du peuple marocain, "qui comme tous les peuples du monde, cherche la liberté, le progrès, la démocratie". "Bien avant les printemps arabes, Vous avez compris cette mutation", a dit le Président Hollande à l'adresse de SM le Roi. Au registre des relations bilatérales, le Président Français, a salué l'attachement constant du Souverain, depuis le début de Son règne, au développement des liens entre les deux pays, tout en faisant part de son engagement à poursuivre le partenariat "exceptionnel" que le Maroc et la France ont su nouer depuis des décennies. Il a souligné, dans ce sens, les chantiers importants de nature à hisser à un niveau élevé la coopération bilatérale notamment dans le domaine de l'éducation et de la formation mais aussi dans les divers secteurs de production porteurs sans perdre de vue les impératifs du développement durable et la préservation des ressources naturelles.

Le Maroc et le France, a ajouté M. Hollande, partagent "l'ambition de contribuer à un monde plus juste et plus pacifique et plus sûr", notamment en Méditerranée et dans le Sahel. II a remercié le Royaume pour son soutien à l'intervention française au Mali au nom de la communauté internationale pour lutter contre le terrorisme et pour la défense des valeurs communes. Ces mêmes valeurs fondent des démarches communes notamment à l'ONU, a dit M. Hollande, soulignant qu'en direction de la Méditerranée, les deux pays ont la responsabilité d'imaginer la Méditerranée des projets, "une belle idée qui suppose que le Maghreb, lui-même, fasse son unité", insistant, à cet effet, sur la négociation comme moyen idoine pour "trouver une issue à des conflits qui n'ont que trop duré".

El Watan.com

Hollande débute une visite au Maroc ternie par le scandale Cahuzac

Le président François Hollande a débuté mercredi une visite d'Etat au Maroc destinée à raffermir les bonnes relations entre les deux pays mais qui se trouve ternie par le retentissant scandale politique en France de la mise en examen de l'ex-ministre Jérôme Cahuzac.M. Hollande, accueilli dès son arrivée à Casablanca par le roi Mohammed VI, a tenté avant son départ de Paris de déminer le terrain, au lendemain des révélations fracassantes de son ancien ministre du Budget, qui a avoué disposer depuis 20 ans d'un compte à l'étranger et a été inculpé pour fraude fiscale.Le chef de l'Etat a annoncé plusieurs mesures pour assurer une "exemplarité totale" des responsables publics. Il a en outre affirmé que M. Cahuzac n'avait "bénéficié d'aucune protection de l'Etat".Mais les aveux de cet ancien pilier du gouvernement de Jean-Marc Ayrault ont provoqué un énorme choc dans l'ensemble de la classe politique à Paris.Le Premier ministre a essuyé dans l'après-midi à l'Assemblée nationale le feu roulant des questions de l'opposition, qui lui demande des comptes et juge insuffisante la réaction de l'Elysée.
Si François Hollande a condamné dès mardi "une impardonnable faute morale", impossible pour lui d'éviter que l'affaire ne pollue sa visite au Maroc.

Le séjour n'a pas pour autant été chamboulé, y compris dans son objectif: la France entend conforter "une relation de haut niveau" avec Rabat, son principal allié au Maghreb. Mais toute prise de parole de M. Hollande est guettée: devant la communauté française, en début de soirée, le chef de l'Etat a soigneusement évité de s'exprimer sur le sujet. Une conférence de presse est prévue à Rabat jeudi soir, au terme de sa visite.A son arrivée au Maroc, le président français a eu le droit à un "accueil populaire" sur une place du centre de Casablanca recouverte pour l'occasion de tapis marocains.

Trente contratsLes deux chefs d'Etat ont ensuite pris la direction du palais royal, pour un entretien, avant la cérémonie de signature d'une trentaine d'accords et contrats, en particulier dans le domaine des transports (ferroviaire, tramway, métro, ligne à grande vitesse), de l'agroalimentaire, du traitement de l'eau et des énergies renouvelables.La France est le premier partenaire économique du Maroc et, outre un cortège de ministres, le chef de l'Etat est accompagné d'une soixantaine de patrons. Quelque 750 entreprises françaises, dont 36 des 40 sociétés du CAC 40, sont présentes dans le royaume.

François Hollande a d'ailleurs inauguré une station d'épuration gérée par une filiale de GDF-Suez, la Lydec, un projet pilote qui permettra le traitement de 3.800 m3 d'eaux usées par jour pour l'agglomération de Casablanca, mégalopole de près de cinq millions d'habitants. Jeudi, après une visite de la grande mosquée Hassan II, François Hollande se rendra à Rabat, où il développera devant des chefs d'entreprises français et marocains l'idée de "colocalisation", sorte de partenariat censé générer des emplois dans les deux pays. Après des entretiens avec le chef du gouvernement islamiste Abdelilah Benkirane, M. Hollande prononcera un discours devant le Parlement, l'occasion selon son entourage de "s'exprimer sur les grands sujets de l'heure": Syrie, Mali, Printemps arabes, processus de paix au Proche-Orient.
Le président français devrait notamment saluer la voie choisie par le Maroc durant le printemps arabe et "les positions très nettes" du roi en faveur de l'intervention française au Mali.
Concernant le Sahara occidental, ex-colonie espagnole que Rabat contrôle mais qui est revendiquée par les indépendantistes du Front Polisario, la position de la France reste la même: Paris soutient le plan

d'autonomie marocain comme "base sérieuse et crédible" de discussion et souhaite une "solution négociée dans le cadre de l'ONU".

En prélude à ce voyage, les ONG Human Rights Watch (HRW) et Reporters sans frontières (RSF) ont de leur côté exhorté François Hollande à aborder la question des droits de l'Homme avec ses interlocuteurs marocains.

Le recadrage de François Hollande

Les deux termes qui devraient qualifier la visite d'Etat de deux jours qu'effectue le président François Hollande au Maroc (Casablanca et Rabat) à partir d'aujourd'hui sont le pragmatisme et la recherche d'une convergence d'intérêts dans un contexte politique et socioéconomique difficile dans l'un et l'autre pays. La France est «un partenaire intime et nécessaire» et la France veut se donner les moyens de le rester, indique-t-on de source autorisée française. De cette « intimité» , Paris entend tirer des dividendes, notamment en termes de parts de marché. La France est «le premier partenaire au Maroc» en matière d'investissements, d'échanges commerciaux. 750 entreprises françaises (dont 36 du CAC 40) sont présentes au Maroc employant près de 100 000 personnes. En 2012, les exportations de l'Espagne vers le Maroc étaient de 4,2 milliards d'euros contre 4 milliards d'euros pour la France. La France est aussi le premier bâilleur de fonds du Maroc avec 2,2 milliards d'euros par le biais de l'AFD. François Hollande donnera des garanties en termes d'engagement, indique-t-on à l'Elysée.

La visite de François Hollande au Maroc intervient à un moment où ce pays est en proie à une dégradation du climat socioéconomique grandissante. Plusieurs milliers de travailleurs ont, à l'appel de la Fédération démocratique du travail (FDT) et de la Confédération démocratique du travail (CDT), manifesté dimanche à Rabat «pour l'ensemble des droits et des libertés», affichant leur mécontentement à l'égard de la politique économique et sociale du gouvernement dirigé par l'islamiste Abdelilah Benkirane.

Sur le principal problème qui la préoccupe, la monarchie marocaine est assurée du soutien de Paris. Aussi bien l'Elysée que le Quai d'Orsay ont affirmé leur appui au plan d'autonomie marocain pour le règlement du conflit qui oppose le Maroc au Front Polisario sur la souveraineté du Sahara occidental. La question du Sahara occidental sera traitée de «manière sereine», indique-t-on de source autorisée proche de l'Elysée. Et d'indiquer que «la position de la France sur le fait qu'il faut une solution négociée dans le cadre des Nations unies est constante».

Paris veut «jouer un rôle utile pour que la solution du problème permette de déployer cette dynamique de coopération régionale» qu'elle appelle de ses vœux. Au Quai d'Orsay, même tonalité : «La France soutient également les efforts de Christopher Ross pour poursuivre les négociations entre les parties et appuie le plan d'autonomie marocain, tel qu'il avait été présenté en 2007, qui constitue la base sérieuse et crédible d'une solution négociée.»

Les droits de l'homme, la question qui gêne

Les autorités françaises ont beau arguer que la France s'en remet aux résolutions des Nations unies pour le règlement du conflit au Sahara occidental, il n'en demeure pas moins qu'elles ont clairement pris parti pour le plan d'autonomie – que Paris qualifie de «base sérieuse de négociation» – sur lequel Rabat fait un forcing diplomatique de longue date. N'est-ce pas une façon de faire pression sur le secrétaire général de l'ONU, alors que son envoyé spécial Christopher Ross quitte la région le jour même où François Hollande se rend en visite d'Etat au Maroc.

En retour, Rabat qui occupe depuis Janvier 2012 un siège pour un mandat de deux ans au Conseil de sécurité ne peut que conforter la démarche française quant à la normalisation de la situation au Mali. Du côté de l'Elysée, on n'a pas manqué de relever que sur ce dossier «le dialogue est simple, constructif, en

phase depuis le début de la crise, sur son traitement». Entre Paris et Rabat et d'esquisser le rôle que le Maroc est à même de jouer dans le retour à la stabilité au Mali en aidant les autorités de ce pays à reconstruire son armée, notamment (El Watan de samedi).

Le Parlement marocain, à partir duquel le président Hollande prononcera une allocution, sera une bonne tribune pour s'exprimer sur un certain nombre de sujets, indique-t-on de source autorisée. Il ne manquera pas de «saluer l'évolution au Maroc qui a trouvé sa voie par une transition maîtrisée». Evoquera-t-il la question de la violation des droits de l'homme dans les territoires sahraouis occupés ? A la veille de son voyage au Maroc, plusieurs associations des droits de l'homme (Action des chrétiens pour l'abolition de la torture (ACAT) ; l'Association internationale des juristes démocrates, (AIJD) ; le Bureau international pour le respect des droits de l'homme au Sahara occidental, (Birdsho) ; le Comité catholique contre la faim et pour le développement, (CCFD) ; la Commission internationale des juristes, (CIJ) Suède ; le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples, (MRAP) et deux associations marocaines, l'AMDH et l'ASDHOM, interpellent le chef d'Etat français sur le verdict très lourd qui a conclu un procès devant une cour militaire marocaine des 24 militants sahraouis arrêtés dans le contexte du démantèlement du camp de Gdeim Izik (Sahara occidental ; novembre 2010).

Le 17 février 2013, 25 Sahraouis ont été condamnés par le Tribunal permanent des forces armées du Maroc, 9 d'entre eux à la réclusion à perpétuité, 4 à 30 ans de réclusion, 10 à des peines de 20 à 25 ans de réclusion, et 2 ont été libérés, car condamnés à une peine couverte par la détention provisoire. Les condamnations ont été prononcées par un tribunal militaire, ce qui est « contraire aux principes fondamentaux du droit à un procès équitable», et le recours à cette procédure est radicalement contraire à la Constitution marocaine, en ce que notamment elle «réaffirme son attachement aux droits de l'homme tels qu'ils sont universellement reconnus», soulignent les associations signataires du manifeste adressé au président Hollande.

Les associations signataires signalent en outre que le déroulé de l'audience a fait apparaître «d'autres atteintes graves aux droits fondamentaux»… Et de signaler : «Il a été présenté en audience comme preuve à charge des photographies des accusés prouvant leur présence dans les campements de Tindouf et à une conférence internationale sur le Sahara occidental à Alger. Ce seul fait établit clairement qu'ils n'ont été poursuivis et condamnés que pour leurs opinions et engagements.»

Yabiladi Le Maroc à portée de clic !

Visite de François Hollande au Maroc : 2 jours de realpolitik

François Hollande débutera sa visite officielle au Maroc par une rencontre avec Mohamed VI. Accompagné d'une soixantaine de chef d'entreprise, il va tenter de renforcer et protéger les intérêts français au Maroc, tout en faisant face à de nombreuses doléances relatives aux droits de l'Homme.

A 12h30, aujourd'hui, mercredi 3 avril, l'avion transportant François Hollande, président de la République française, 8 ou 9 ministres, mais vraisemblablement pas Arnaud Montebourg pourfendeur des délocalisations devant l'éternel, et une soixantaine de grands patrons français, atterrira à l'aéroport Mohammed VI de Casablanca pour une visite officielle de deux jours.

« Ce voyage devrait coïncider avec la signature d'accords, mais pas de contrats majeurs », indique Reuters, ce matin, repris en cœur par toute la presse française. Les deux pays ont déjà eu leur lot de grands contrats : le futur TGV sur l'axe Casa-Tanger, le tramway de Casablanca, les usines Renault qui s'installent à Tanger... « Bien qu'étant le premier partenaire du Maroc, nous ne voulons pas nous reposer sur nos

lauriers, nous ne considérons pas que nous avons des positions acquises, et nous investissons dans des domaines d'avenir », a indiqué un diplomate parisien.

Retrouver sa place de n°1 au Maroc

Aujourd'hui, les sociétés françaises se tournent vers le secteur des énergies renouvelables à révélé l'ambassadeur de France à Rabat, Charles Fries, le 21 mars, en préambule de la visite présidentielle. « Si nos entreprises sont déjà bien présentes dans l'éolien [GDF Suez a décroché, en février, le projet de construction du parc éolien de Tarfaya, ndlr] nous voulons nous impliquer davantage [sur] le plan solaire marocain », a relevé Charles Fries, précisant que Paris plaçait ainsi « beaucoup d'espoir dans le prochain appel d'offres lancé sur la 2e tranche de la centrale solaire de Ouarzazate ».

Ces nouveaux investissements sont une nécessité pour la France, si le pays veut conserver sa place de partenaire commercial n°1 du Maroc. En octobre dernier, les statistiques économiques ont révélé que l'Espagne était devenu, officiellement (sans considérer le marché noir), le premier fournisseur du Maroc. « Il faut […] rester son premier partenaire, notamment commercial », dit-on dans l'entourage du président français, aujourd'hui.

Les appels du pieds d'Amrani

Hier, lundi 2 mars, Youssef El Amrani, ministre marocain délégué au ministère des Affaires étrangères et de la Coopération, était à Madrid, comme un signe discret lancé à l'adresse de la France : 'votre premier concurrent au Maroc n'est pas loin'. En présence, du ministre espagnol des affaires Etrangères et de la Coopération, José Manuel Garcia-Margallo, Youssef El Amrani a déclaré : « On ne peut pas permettre que cette région [le Sahel, ndlr] soit exposée à l'incertitude qui aggraverait les vulnérabilités déjà existantes. » Message adressé autant à l'Espagne qu'à la France pour les appeler à soutenir le plan marocain d'autonomie du Sahara, que le Maroc présente comme la seule solution de stabilité pour la région, dans le contexte de la guerre au Mali.

Parce que le Maroc a soutenu l'intervention militaire française et autorisé le survol de son territoire, « légitimement, François Hollande va donc s'employer à remercier le Maroc mais aussi à s'assurer de son soutien pour l'après-guerre, qui s'annonce semé d'embûches », analyse, aujourd'hui, le Figaro. La position de soutien de la France au plan marocain pour le Sahara ne changera donc pas.

Hollande comme Sarkozy

Intérêts économiques et géostratégiques jouent donc de concert pour favoriser un renforcement des relations entre le Maroc et la France, en dépit du départ de Nicolas Sarkozy de la présidence française, lui qui était connu pour entretenir des relations amicales avec le roi du Maroc. « François Hollande a semblé vouloir se démarquer de ses prédécesseurs, mais en réalité les liens incestueux qu'entretiennent les élites au pouvoir des deux pays sont telles que la volonté présidentielle de garder ses distances avec le Palais demeure bien marginale », analyse Ali Amar, sur Atlantico.

Dans ce contexte, François Hollande est venu protéger et renforcer les intérêts français au Maroc, il va donc devoir s'adonner au petit jeu habituel de tous les présidents en voyage à l'étranger : faire face, comme à chacun de ses voyages à l'étranger, aux doléances diverses qui lui seront adressées sans jamais pointer du doigt les autorités du Maroc. Il y a quelques jours, l'association Droit et justice défendant les intérêts de Français et d'Européens dans des affaires de spoliations immobilières au Maroc est parvenue à faire passer à l'Elysée un récapitulatif des affaires qu'elle a recensé, rapporte 20 minutes.

Doléances multiples

Lundi 1er avril, 22 détenus français au Maroc ont entamé une grève de la faim pour se faire entendre du président de la république dont ils demandent le soutien. Comme les premiers, ils souhaitent que François

Hollande glisse un mot en leur faveur. Ils espèrent le voir intervenir pour que leurs transferts en France soient plus rapides, les procès iniques annulés, les tortionnaires jugés …

Human Right Watch est la dernière en date à avoir exprimé une requête à l'adresse de François Hollande. « Le président de la République française, François Hollande, devrait exercer davantage de pression pour que le Maroc approfondisse ses réformes en matière de droits humains, lors de sa première visite officielle à cet allié de longue date de la France », a conseillé, hier, mardi 2 avril l'ONG, dans un communiqué.

En réponse, le président français va donc décliner une proposition déjà avancée par l'Elysée et qui reste exactement la même d'un gouvernement à l'autre. « Le Maroc a changé, il change, il va dans la bonne direction. Dans un contexte où les printemps arabes offrent beaucoup de potentiel, mais aussi des risques, le Maroc a trouvé sa voie », indique-t-on, aujourd'hui, dans l'entourage du président français.

Atlantico : Trois mois après sa visite en Algérie, François Hollande se rend au Maroc ce mardi. Paris est le premier partenaire économique du Maroc en matière d'investissement et d'échanges commerciaux. Qui sont les réseaux franco-marocains (entreprises, politiques, stars du show biz, etc..) ? Comment s'organisent-ils ?

Ali Amar : La galaxie des réseaux franco-marocains tisse sa toile dans tous les secteurs de la vie publique française. En recenser tous les acteurs est une tâche impossible tant la liste est longue, changeante et semée de zones d'ombre. Des cercles d'influence économiques où l'on retrouve les grands patrons des entreprises du CAC40, toutes représentées au Maroc, aux stars du show-biz comme Jamel Debbouze en passant par les politiques qu'ils soient de gauche ou de droite ou au cœur de l'intelligentsia intellectuelle et médiatique, la tribu des « amis du Maroc » constitue à n'en pas douter un des plus puissants lobbys oeuvrant pour un Etat étranger. **La liste des amis de la monarchie a beau être très fournie elle ne l'est jamais assez vu de Rabat. Recruter de nouvelles têtes est une obsession quotidienne pour les responsables marocains en poste en France.** Nous en décryptons les rouages, Jean-Pierre Tuquoi et moi-même dans notre récent ouvrage *«Paris-Marrakech, luxe, pouvoir et réseaux».*

Ces cercles s'organisent en plusieurs catégories dont les intérêts se chevauchent. Il y a d'abord les individualités, natifs du Maroc et/ ou familiers des hautes sphères royales et qui en sont les plus laudateurs. D'autres plus opérationnels, agissent dans des club d'amitié à l'Assemblée Nationale par exemple, au sein de think tanks comme l'obscur Observatoire des Etudes Géopolitiques de Charles Saint-Prot, dans les universités, dans les instances économiques, patronales ou autres. La plupart sont choyés par le royaume par des séjours tous frais payés dans les palaces de Marrakech, obtiennent des distinctions, des avantages en nature et profitent de prébendes locales, loin des mœurs républicaines. En France, ils ont leur grande

messe qu'ils célèbrent dès que le calendrier ou l'actualité l'exige, au club d'amitié France-Maroc du Sénat par exemple ou lors de pompeux colloques où le Maroc est souvent décrit comme un îlot de stabilité et de dragon économique maghrébin.

Quelle est l'origine de la relation entre les élites françaises et marocaines ? Les relations ont-elles évolué en fonction des présidents ?

Il faut tirer les fils de l'histoire de la collusion des élites françaises et marocaines à l'époque d'Hubert Lyautey, résident de la république au Protectorat du Maroc, qui avait, en monarchiste refoulé, tenu à façonner et inculquer une certaine idée de la notabilité à la française aux grandes familles marocaines. **De cette fusion originelle est née une sorte de consanguinité des élites des deux rives.** La forte présence de la culture française à travers les écoles, lycées et instituts a perpétué cette reproduction des élites francophiles qui généralement parachèvent leurs études supérieures en France et se retrouvent propulsés dans la haute administration, les entreprises publiques ou privées etc.

Patates chaudes : François Hollande osera-t-il aborder avec Mohammed VI ces sujets tabous de la relation franco-marocaine ?

François Hollande se rendra ce mercredi au Maroc pour une visite officielle. L'objectif : consolider une relation privilégiée entre le Maroc et la France, son principal partenaire économique.

Atlantico : François Hollande se rendra ce mercredi 3 avril au Maroc pour une visite officielle. L'objectif est de consolider une relation privilégiée entre le Maroc et la France, son principal partenaire économique. Outre l'aspect économique, quels seront les autres sujets abordés lors de cette visite ? Et quels seront les sujets qui fâchent, qui eux, ne seront pas abordés ?

Abdelmalek Alaoui : Je pense que tous les sujets seront évoqués, avec bien entendu des thématiques bilatérales très classiques telles que la coopération sécuritaire, l'appui substantiel de la France au plan d'autonomie au Sahara occidental ou encore les intérêts économiques communs. Cependant, **seront également traités les sujets plus récents comme le soutien a la démocratisation et l'appui de la France en termes de coopération culturelle, technique et scientifique**. Dans un contexte très tendu en termes budgétaires, il faut d'ailleurs s'attendre à ce que ces sujets soient mis en avant par Paris, à défaut de signatures de grands contrats.

Ali Amar : Les sujets ayant trait à la coopération économique seront certes au cœur des discussions, comme il est de coutume entre Rabat et Paris et quel que soit le locataire de l'Elysée. **C'est une constance qui se traduit par une très forte présence des investissements hexagonaux dans le royaume.** Il est de tradition de dire que le CAC 40 a fait du Maroc sa chasse gardée. Sur ce chapitre, les cris d'orfraie de la gauche alors dans l'opposition sur le non-sens de certains contrats signés sous Sarkozy comme celui du très contesté TGV ou des délocalisations des industries françaises encouragées par une AFD à chéquier ouvert avec Rabat ont été mises en sourdine. La realpolitik a repris ses droits tant les intérêts croisés sont inextricables. Il est remarquable d'ailleurs de constater qu'Arnaud Montebourg ne sera pas du voyage au Maroc, lui qui ferraillait pour rapatrier les emplois délocalisés en masse au Maroc. **Les sujets qui rendaient fébriles le Maroc vis-à-vis de la gauche avant l'élection de Hollande ont vite été remisés, comme les critiques sur le non-respect des droits de l'Homme, sur l'auto-détermination du Sahara Occidental ou sur l'ingérence marocaine dans l'Islam de France pour ne citer que ceux-là.** La doctrine française pour le Maroc est de soutenir son régime coûte que coûte et elle ne varie pas en fonction de l'alternance politique. A l'UMP, comme au PS, la France au pouvoir parle d'une même voix en faveur de la monarchie chérifienne.

Dans un contexte de révolutions arabes, le Maroc est bien souvent désigné comme un exemple de transition démocratique par les Occidentaux, notamment par la France. Qu'en est-il dans les faits ? Comment expliquer l'indulgence des pays occidentaux vis-à-vis du Maroc ?

Abdelmalek Alaoui : Le terme "indulgence" pourrait laisser penser que la bienveillance française à l'endroit du Maroc serait injustifiée. Or, quelle que soit la focale que l'on utilise, les faits sont têtus et les statistiques incontestables. **En effet, le Maroc, bien qu'il lui reste du chemin à parcourir, a entamé sa transition démocratique bien avant les autres pays du monde arabe.** Dès le début des années 2000, le pays organisait sa réconciliation mémorielle à travers les auditions publiques de l'instance Equité et réconciliation, pilotée par d'anciens prisonniers d'opinion dont l'emblématique Driss Benzekri. D'autre part, le Maroc représente pour l'Occident un laboratoire en termes de dialogue inter-religieux et inter-culturel, ce qui explique en partie le souhait de l'Occident de l'accompagner dans son processus de réforme. Enfin, il ne faut pas croire que le chemin qu'emprunte le Maroc, parce qu'il est apaisé, en soit pour autant moins exigeant, le débat politique n'a jamais été aussi vivace et libre que depuis le printemps arabe.

D'autre part, je suis convaincu que la résilience marocaine au printemps arabe tient fondamentalement à la différence de nature entre le régime marocain et d'autres pays du monde arabe qui ont basculé avec le « Printemps arabe ». De fait, la question de la légitimité monarchique est indiscutable. Néanmoins, la question du rôle du roi et de ses prérogatives a été largement débattue –notamment lors du débat constitutionnel de 2011- et continue de l'être, ce qui signifie que le système est en capacité de se réformer de l'intérieur, selon une approche « top-down » qui lui est appropriée. Enfin, le bilan en matière de droits de l'homme et de libertés publiques doit être mesuré à l'aune du chemin parcouru, qui est important. Bien entendu, la bonne gouvernance doit être renforcée de manière énergique et la lutte contre la corruption ainsi que la réforme de la justice doivent être accélérées. Mais le Maroc sort d'une transition politique majeure, et il faut donc admettre que certains chantiers prennent plus de temps que d'autres, surtout lorsqu'il s'agit de s'attaquer à de rentes de situation qui occasionnent un braquage de la technostructure et la mise en branle de sa formidable capacité d'inertie. Ce n'est pas du fatalisme, ni de la résignation, que d'admettre que le temps est un élément central.

Ali Amar : La réalité est que l'Occident et la France tout particulièrement ont de tous temps choisi le camp des dictatures arabes agitant pour se justifier le spectre de l'islamisme. On l'a vu avec Ben Ali en Tunisie, Moubarak en Egypte etc. **Le Maroc, allié de toujours de l'Occident est considéré comme un pays dont le régime a choisi une forme de tempérance qui le rend acceptable.** Ce que l'on qualifie de transition démocratique en douceur n'est en fait qu'une transition générationnelle d'un régime qui ne s'est pas débarrassé des scories du passé. Le vrai pouvoir se situe encore et toujours au cœur du Palais royal où une génération remplace doucement la précédente tout en continuant d'exercer un pouvoir omnipotent. **Le roi concentre entre ses mains tous les pouvoirs qui, paradoxalement, ont été renforcés par la récente réforme constitutionnelle.** Une réforme cosmétique rendue possible grâce à la domestication totale des partis politiques qui acceptent de s'adonner à cette farce démocratique et qui autorise toutes les dérives autoritaires.

Mais dans la rue, malgré le calme apparent, la contestation couve et il suffirait d'une simple flammèche pour que la société s'embrase. La situation est d'autant plus périlleuse en raison de la crise économique et sociale dont la gravité n'est pas encore totalement révélée. L'indulgence envers le Maroc de Mohammed VI est due à la conjonction de plusieurs facteurs : **la foi surréaliste et peu sincère de certains dans les intentions du monarque de vouloir établir une plus grande justice sociale**, alors que celui-çi s'adonne à une prédation économique sans nom sans être inquiété à l'étranger sur ses biens mal acquis à l'instar d'autres potentats africains, **le cynisme de la France qui continue de faire du pays le terrain de chasse fétiche de cette *«diplomatie économique»* que semble vouloir réinventer François Hollande, la corruption généralisée des oligarques français par le Maroc.** Résultat, jamais les turpitudes du royaume en matière de droits de l'Homme, de mal gouvernance ou de la persistance d'une politique répressive ne sont dénoncées. Ici, et pire qu'en Tunisie sous Ben Ali, la République est coupable. Sa responsabilité directe dans le bouillonnement social marocain et par ricochet dans la montée des exaspérations populaires et des extrêmismes est à rappeler avec insistance.

Diaspora Saharaui

L'info du Sahara Occidental au jour le jour

François Hollande au Maroc - Les sahraouis sceptiques

Le président français, François Hollande, effectue depuis hier une visite d'État de deux jours au Maroc. Cette visite a pour but de consolider les relations entre ces deux pays. Durant son séjour, le président français rencontrera le roi Mohamed VI et le chef du gouvernement marocain Abdelilah Benkirane. Il prononcera également un discours devant le Parlement.

Comme on le sait tous, les relations entre le Maroc et le France sont très solides. Mais la décision de François Hollande de rendre visite à l'Algérie avant le Maroc a engendré des grincements de dent de la part de nos voisins marocains. Si on revient un petit peu dans le temps on comprendra mieux la raison. En effet, en mai dernier, le roi marocain Mohamed VI, était le premier chef d'état à visiter l'Élysée, mais Hollande n'a pas respecté les mœurs diplomatiques, et a décidé de rendre visite à l'Algérie en premier lieu à la place du Maroc.

Et celui qui dit Algérie-Maroc, dit rivalité, mais cette rivalité n'est pas venue du néant. En effet, l'Algérie a toujours soutenu la volonté des peuples de décider souverainement de leur sort. Mais hélas ce n'est pas le cas du Maroc. Ce dernier enfreint les lois internationales constamment et va contre la volonté du peuple sahraoui qui veut à tout prix conquérir son indépendance. Le Maroc refuse la tenue d'un référendum d'autodétermination. La France doit donc reconquérir son ami stratégique dans la région nord-africaine. Un ami qui l'avait soutenue lors de l'opération militaire au Mali «serval», en fournissant des renseignements secrets et en ouvrant son espace aérien aux avions militaires français. De son côté, la France ne cherche certainement pas les «beaux-yeux» des marocains. Bien au contraire, tout ce qu'elle veut c'est servir ses intérêts personnels, qui consistent à finir la guerre au mali sans de grosses pertes. Sur le plan économique, la visite renforcera également les relations économiques entre les deux pays. En effet, le président français sera accompagné par huit ou neufs ministres et une soixantaine d'hommes d'affaires. Cette visite aboutira donc à la signature de quelques accords économiques entre les deux pays. Pour ce qui est du discours du président français devant le parlement, ce dernier est très attendu.

En effet, de nombreuses questions sont posées sur le contenu de ce discours. Mais une chose est sûre le président français ne va pas rater une telle occasion pour aborder l'actualité africaine et arabe. Reste à savoir si ce dernier sera ferme sur la question du Sahara occidental ou pas. Sur ce point, le scepticisme est à l'ordre chez les sahraouis.

Hollande reniera-t-il à Rabat ce qu'il a affirmé à Alger ?

A propos du conflit sahraoui, le président français François Hollande, arrivé hier à Rabat en visite d'Etat dans le royaume marocain, a déclaré en décembre 2012 devant le Parlement algérien qu'il « soutient l'initiative onusienne pour sortir de ce conflit ». Des observateurs se sont empressés à l'époque de décrypter son propos comme annonçant une volonté de rupture de sa part avec la position adoptée sur ce dossier par son prédécesseur à l'Elysée, Nicolas Sarkozy, ayant consisté à appuyer sans réserve Rabat qui refusant le plan onusien tente de lui substituer celui de l'octroi au Sahara Occidental d'une « large autonomie » à l'intérieur du royaume.

Rien n'est venu pourtant de Paris depuis en confirmation de leur lecture. Le Quai d'Orsay et la diplomatie française continuent là où la question sahraouie est examinée à soutenir la thèse marocaine de « large autonomie » en prétendant qu'elle est « une base sérieuse et crédible pour mettre fin au conflit ». François Hollande confirmera certainement cette continuité durant sa visite dans le royaume. A Alger, il a omis de faire état de la préférence française pour le plan marocain pour ne pas froisser ses hôtes qu'il sait très sourcilleux sur le sujet. Mais il avait pris la précaution de rassurer sur son omission les autorités marocaines auxquelles il a délégué pour ce faire avant sa visite à Alger son Premier ministre Jean-Marc Ayrault. Lequel avait alors clairement affirmé que Paris s'en tiendra à son appui au plan de Rabat.

Ce que François Hollande dira sur le sujet sera à l'évidence décortiqué avec minutie par les autorités algériennes et sera susceptible de parasiter la normalisation des relations algéro- françaises à laquelle a contribué sa visite en Algérie, s'il s'avère que son « soutien à l'initiative onusienne » annoncé par lui à Alger n'aura été que « clause de style » sans effet pratique sur la position française dans le dossier sahraoui. Une déclaration de François Hollande pro-thèse marocaine alors que l'émissaire onusien Christopher Ross est encore dans la région pour tenter de relancer le plan onusien de sortie du conflit sahraoui préconisant la tenue d'un référendum d'autodétermination pour le peuple sahraoui, sonnerait irrémédiablement le glas de ses efforts. Ross a anticipé cette éventualité en mettant en garde sur ce qu'il en résulterait pour la région dont il a estimé qu'elle est dans « une situation dangereuse qui rend une solution plus urgente que jamais ». Solution dont il a précisé qu'elle doit être « en adéquation avec les décisions du Conseil de sécurité de l'ONU ».

Or c'est précisément le soutien de Paris à leur thèse qui encourage les autorités marocaines à ignorer les décisions de l'instance onusienne. En leur réitérant ce soutien à l'occasion de sa visite au Maroc, Hollande ne fera que conforter les autorités de ce pays dans leur obstination à s'en tenir au fait accompli de l'occupation du Sahara Occidental et à leur refus du libre exercice pour sa population du droit universellement reconnu d'autodétermination. Il confirmera par là même que la France qui se prétend « mère des droits de l'homme et des citoyens » n'est en fait qu'un Etat « monstre froid » n'agissant que pour faire prévaloir ses intérêts nationaux. Que l'Elysée soit aux couleurs rose des socialistes ou bleue de la droite.

Quel cadeau recevra François Hollande du roi Mohamed VI? Un autre chameau ou un cheval?

En quête d'un soutien français dans la question du Sahara Occidental, le roi du Maroc est prêt à tout offrir au président François Hollande. Par politesse, celui-ci ne peut refuser aucun cadeau, sauf si c'est un animal susceptible d'être servi dans une assiette. Par exemple, un chameau de ceux qu'on trouve dans le territoire qui a été envahi par le Maroc en 1975, le Sahara Occidental, aujourd'hui si convoîté pour ses richesses naturelles. Ou un des beaux chevaux propriété du roi Mohammed VI. Sachant que la viande à cheval est vendue au Maroc comme une autre dans les boucheries marocaines. Hollande craint que son cadeau ne suive le sort du chameau qu'il a reçu de la ville de Bamako lors de sa visite au Mali.

Offert en grande pompe à François Hollande lors de sa visite au Mali, le chameau présidentiel, confié à une famille du pays, a connu une fin tragique : il a été mangé par ses gardiens. L'animal n'ayant cessé de hurler au secours il fut abattu sans que les agents de la DGSE ne soient informés pour le secourir. Le chameau du Mali a été cuisiné en tajine, alors quel serait le sort du cadeau du Maroc ' Tous les agents du Makhzen sont en état d'alerte pour sécuriser le cadeau de M6 et ils ont peur que le cadeau choisi par le roi soit un cheval de peur qu'il subisse le même sort que le chameau malien.

lemag.ma
le quotidien maghrébin

Visite d'Hollande au Maroc: Jack Lang espère une nouvelle étape dans le partenariat franco-marocain

Paris : La visite d'Etat du président François Hollande au Maroc, les 3 et 4 avril, devrait marquer une nouvelle étape vers la consécration du partenariat d'exception franco-marocain, a affirmé Jack Lang, président de l'Institut du monde arabe (IMA) à Paris.

Jack Lang
En ami du Maroc, l'ex-ministre français de la culture considère que ces deux journées s'annoncent belles et heureuses pour les perspectives de la coopération bilatérale, espérant qu'elle permettra d'avancer socialement, économiquement et culturellement. C'est une visite d'une grande ampleur qui, par son envergure, son organisation, montrera avec force la solidité du lien entre les deux chefs d'Etat, le Roi du Maroc et le président de la République française, a-t-il dit. Elle est de nature à conforter l'amitié franco-marocaine et ce partenariat d'exception entre les deux pays, a déclaré à la MAP Lang, qui fait partie de la délégation officielle accompagnant le président François Hollande. François Hollande avait tenu à accueillir comme premier visiteur après son élection le Roi du Maroc, a rappelé le nouveau président de l'IMA, lui-même reçu le 12 mars dernier par le Roi Mohammed VI à Fès, auquel il a présenté son ambition d'organiser au sein de l'IMA une grande manifestation sur l'art contemporain marocain à l'automne 2014.

Ce projet fera l'objet d'un accord qu'il signera, en marge de la visite, avec le président de la Fondation nationale des musées, Mehdi Qotbi. Au-delà de la coopération culturelle, à travers l'IMA ou encore le travail accompli en France et au Maroc pour la promotion des cultures des deux pays (instituts, lycées, universités, centres d'art), le partenariat d'exception escompté concerne aussi, selon lui, les échanges commerciaux, les investissements réciproques et les différents projets qui seront évoqués ou à conclure lors de la visite du président Hollande au Maroc. Sur un autre registre, Lang s'est félicité des regards convergents des deux pays en matière de politique internationale. Les diplomaties marocaine et française sont en harmonie sur de très nombreux sujets, notamment sur l'Afrique où le Roi a entrepris récemment un voyage important, a relevé cet ancien professeur de droit, qui met en avant le soutien du Maroc à l'action

française contre les groupes terroristes au Nord-Mali.

De même, le Maroc a un rôle à jouer au niveau méditerranéen, a-t-il ajouté. Dans sa lecture de la dynamique de changement au Maroc, dans un contexte de révolutions arabes, Lang a affirmé que le Roi du Maroc a eu l'intelligence de faire évoluer et assurer une métamorphose du système politique marocain, avant même le Printemps arabe, rappelant que le Souverain avait entamé ce processus dès le début de son règne, avec des gestes forts et symboliques. Il a cité, entre autres, l'expérience de l'Instance équité et réconciliation (IER), outre une série d'avancées, notamment en ce qui concerne la promotion du statut de la femme, un processus dans lequel l'adoption de la constitution de 2011 marque une longue étape.

Avec cette nouvelle constitution, le Roi a pris l'engagement de nommer chef de gouvernement le chef du parti qui vient en tête dans les élections et cet engagement a été respecté, s'est félicité Lang, qui salue un Roi éclairé, ouvert à la vie, à la société, à la culture, bâtisseur et constructeur d'investissements.

Il a dit avoir constaté sur place les changements, au Maroc, où des chantiers ont été ouverts un peu partout dans le pays, louant notamment la volonté du Roi de faire de Casablanca une grande cité industrielle et financière et de Tanger un port moderne avec le projet Tanger MED.
De vrais changements sont en cours. Il y a naturellement des progrès qui sont à accomplir, au Maroc comme en France d'ailleurs, en particulier dans les domaines de l'éducation et l'égalité. Mais la volonté est là pour aller plus loin, a-t-il conclu.

Hollande évite l'affaire Cahuzac devant la communauté française du Maroc "Ma visite de deux jours a deux objectifs: conforter l'amitié entre la France et le Maroc" et "confirmer le lien" qui unit les deux pays, a déclaré M. Hollande, rappelant que le roi Mohammed VI avait été le premier chef d'Etat reçu officiellement à l'Elysée après son élection en mai 2012. Le président français a salué "la transition démocratique engagée au Maroc qui s'accélère avec l'adoption de la nouvelle Constitution", même s'"il y a encore, comme pour toute démocratie, des imperfections, des progrès, des améliorations", a-t-il dit.

"Nous sommes un grand pays, un pays qui compte, nous avons nos problèmes, nous avons parfois nos oppositions, nos séparations, nos difficultés et nous faisons en sorte de les réduire, aussi bien les clivages inutiles que les difficultés qui ne sont jamais insurmontables", a-t-il encore déclaré, sans faire allusion à la mise en examen mardi de son ex-ministre du Budget Jérôme Cahuzac pour blanchiment de fraude fiscale.

Soulignant que pratiquement toutes les entreprises du CAC 4O --36 sur 40-- et 800 filiales d'entreprises françaises étaient présentes au Maroc, M. Hollande a relevé que la France "participait aux grands projets du Maroc pour le TGV, le tramway, les villes nouvelles". M. Hollande, qui a participé à la signature d'une trentaine de contrats entre les deux pays dans l'après-midi, a appelé les entrepreneurs français à faire en sorte que la France redevienne "le premier fournisseur du Maroc", position perdue au profit de l'Espagne en 2012.

Il a aussi plaidé pour la mise en oeuvre du "nouveau concept de colocalisation industrielle", permettant "un courant d'échanges favorable à l'emploi en France".

François Hollande au Maroc : Seront conclus 19 accords

Rabat : Le président français François Hollande entame aujourd'hui Mercredi 3 avril, une visite d'Etat au Maroc, au menu, sera un programme chargé.

Durant une visite d'Etat **de** 2 jours **à** Casablanca **et à** Rabat**, le** président français **François Hollande qui sera reçu par le Roi Mohammed VI, présidera au coté du** souverain**, une cérémonie de signature de** 19 protocoles **d'**accords **entre le** royaume **et la France. Parmi ces accords, il y en aura :**

4 **portants sur des accompagnements financiers de l'**Agence française de développement **(AFD) de projets sectoriels nationaux dans plusieurs domaines.**

5 **sur le programme TGV et la coopération dans le domaine des** chemins de fer**.**

3 **concernent l'**enseignement supérieur**.**

2 **sur le** secteur agricole **et** halieutique**.**

2 **concernent le** secteur financier**.**

1 **porte sur la coopération en matière d'énergies renouvelables.**

1 **concerne les droits de la Femme, et** 1 **concerne les musées.**

Le Maroc à portée de clic !

Visite de Hollande au Maroc : « Les Français du Maroc ne sont pas des exilés fiscaux » [Interview]

François Hollande, arrivé à Casablanca, en début d'après midi, va rencontrer la communauté française à l'étranger en début de soirée, au lycée Lyautey. Nous avons pu joindre Bérangère El Ambassi, élue en 2009 à l'Assemblée des français de l'étranger, socialiste, membre du groupe français du monde, quelques minutes avant qu'elle n'entre dans la salle. Elle souhaite que le président et le gouvernement prennent conscience que les Français de l'étranger ne sont pas des nantis ou des éxilés fiscaux.

Yabiladi : François Hollande a remporté 55,13% des voix des Français du Maroc, lors de son élection, contre 51,62% des suffrages de tous les Français. Qu'attendez vous de la visite de Hollande au Maroc aujourd'hui et demain ?

Bérangère El Anbassi : Je souhaite qu'il y ait une prise de conscience du président et du gouvernement que les Français du Maroc sont loin d'être des nantis et des exilés fiscaux. Beaucoup ont même des difficultés économiques. C'est un point important à prendre en compte pour pouvoir les aider. En tant qu'élue des Français de l'étranger pour le groupe Français du monde, j'ai écrit une lettre au président où je souligne, notamment, la cherté des cotisations sociales à la caisse des Français de l'étranger qui empêche certains d'y accéder. Je lui ai aussi indiqué plusieurs points pour comme l'application de la convention de sécurité sociale entre la France et le Maroc, les difficultés rencontrées par les étudiants en arrivant en France …

Vous êtes socialiste ; en un peu moins d'un an de mandat, qu'est ce que le nouveau gouvernement a fait pour la communauté française du Maroc ?

La première mesure a été adoptée dès juillet 2012 : l'annulation de la gratuité de la scolarité pour les lycéens français à l'étranger. Cette mesure [réalisation phare de Nicolas Sarkozy, pendant son mandat en direction des Français de l'étranger, ndlr] était injuste car elle ne prenait pas en compte le niveau de revenu des parents. Les bourses scolaires ont également été réformées pour une meilleure répartition du budget. On prend désormais en compte le quotient familial réel des familles françaises.

Les décisions sont prises, mais les deux mesures sont-elles appliquées à l'heure actuelle ?

La première est active depuis la rentrée 2012-2013. Le budget qui était consacré à la prise en charge de ces frais de scolarité a été récupéré et a permis d'abonder le budget des bourses scolaires sur critères sociaux. Les critères d'attribution des bourses ont bien été changés, ils permettent d'ores et déjà de trier les demandes de bourses pour l'année scolaire 2013-2014.

D’autres réformes sont-elles en cour qui concernent les Français du Maroc ?

La réforme de la représentation de l’Assemblée des français de l’étranger (AFE) est débattu devant l’assemblée pour une plus grande proximité entre les consulats et leurs administrés. Les Français de l’étranger pourront élire, pour chaque consulat, un conseil consulaire. Le consul en sera le président nommé. Les Français inscrits dans le consulat pourront élire ces conseillers consulaires, un peu comme un conseil municipal.

Maroc-France: Signature de la déclaration conjointe sur les droits des femmes

Le roi Mohamed VI et le président François Hollande ont présidé hier mercredi 3 la signature d’une trentaine d’accords au Palais Royal de Casablanca, cite atlasinfo. Parmi celles-ci, une déclaration conjointe sur les droits des femmes a été ratifiée par la porte-parole du gouvernement français et ministre des droits de la Femme Najat Vallaud-Belkacem ainsi que de Bassima Hakkaoui, ministre du Développement social.

Pour rappel, les deux femmes ont déjà partagé leurs expériences et échangé leur point de vue sur la lutte contre la violence à l’égard des femmes à New York lors de la 57e session de la Commission de la condition des femmes.

Hollande est arrivé au Maroc avec du retard à cause de l’affaire Cahuzac

Visite du président de la République française François Hollande : 19 conventions de coopération bilatérale dans divers domaines.

Le Roi Mohammed VI et le président de la République Française, François Hollande, ont présidé mercredi après-midi la cérémonie de signature de plusieurs conventions dans différents domaines. 19 accords ont été signés, notamment entre les ministres de l'Agriculture et de la pêche maritime, de l'Economie et des Finances, de l'Industrie, du Commerce et des nouvelles technologies, et leurs homologues français.

Le Roi Mohammed VI, et le président de la République Française, François Hollande mercredi après-midi à Casablanca, avant la cérémonie de signature de plusieurs conventions dans différents domaines./MAP

La France qui a à cœ?ur de consolider sa place de premier partenaire commercial du Maroc confirme son soutien aux projets déjà engagés au Maroc: la plupart des 19 conventions signées mercredi à Casablanca, lors de la cérémonie présidée par le Roi Mohammed VI et le président François Hollande, sont des confirmations.

Quatre conventions sont relatives aux domaines de l’enseignement, création d’écoles, droits des femmes et l’exposition sur l'Art contemporain marocain.

L’agroalimentaire, les produits de la Mer, le Plan Maroc Vert et la Ligne à Grande Vitesse Tanger- Kénitra sont notamment les domaines qui ont fait l’objet des 15 autres conventions.

En effet, deux conventions ont été signées entre Aziz Akhannouch, ministre de l'Agriculture et de la pêche maritime, et Stéphane Le Foll, ministre de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt, portant sur le partenariat et la coopération dans les domaines de l'agriculture, du développement rural et de l'agro-alimentaire, ainsi que la valorisation des produits de la Mer.

Un protocole d'accord relatif à la poursuite du financement du pilier II du Plan Maroc Vert (20 millions d'euros), a été conclu entre Dov Zerah, directeur général de l'Agence Française de développement, Nizar Baraka, ministre de l'Economie et des Finances, Aziz Akhannouch et Tariq Sijilmassi, président du Directoire du Crédit agricole du Maroc.

Un protocole d'accord entre le Moroccan Financial Board et Paris Europlace, un prêt de 30 millions d'euros à l'Office national de l'électricité et de l'eau potable (ONEE) pour le financement du programme d'amélioration des performances des réseaux d'eau potable, un protocole d'accord avec Attijariwafa Bank relatif à l'accompagnement d'entreprises marocaines et françaises dans leur stratégie d'implantation en Afrique subsaharienne, ainsi qu’une convention relative au Parc éolien de Taza étaient également au rendez vous.

Cinq conventions pour l’ONCF

L’Office national des chemins de Fer s’est taillé la part du lion avec cinq conventions. En effet, un contrat relatif à la fourniture du lot signalisation et télécommunications de la Ligne à Grande Vitesse entre Tanger et Kénitra, a été signée par Gilles Pascault, Vice-président d'Ansaldo STS France et Mohamed Rabii Khlie, directeur général de l’ONCF.

Un protocole d'accord définitif pour la création d'un Institut de formation ferroviaire, et pour la création d'une Joint Venture SNCF/ONCF pour la maintenance de la ligne TGV a été signé avec Guillaume Pépy, directeur général de la SNCF.

Prêt de 150 millions d’euros pour Zenata

Une convention sur un prêt de 150 millions d'euros à la société d'aménagement Zenata (SAZ), pour le financement de l'aménagement de l'éco-cité de Zenata a été également signée par le directeur général de l'Agence Française de développement, Dov Zerah, et le directeur général de la CDG, Anass Houir Alami.

La nouvelle éco-cité sera destinée principalement à la classe émergente et favorisera une mixité sociale et spatiale. A terme, elle accueillera 300.000 habitants et créera 100.000 emplois conformément aux standards internationaux de développement durable.

Cité avant-gardiste, la future ville de Zenata favorisera une mobilité collective et durable grâce à un réseau de transports complet (train, RER, tramway, bus à haut niveau de service) et des infrastructures modernes.

Lettre ouverte de Mohamed Abdelaziz à François Hollande Paris appelé à réviser sa position

Les lettres ouvertes du chef de fil du Polisario se sont multipliées ces derniers jours. Après celle adressée au Roi Mohammed VI, s’agissant d’une manifestation réprimée à Laâyoune à la veille de la visite de Christopher Ross, Mohamed Abdelaziz a décidé de s’adresser à la France.

En effet, le chef des séparatistes a appelé mardi Paris à “réviser sa position”sur le Sahara, perçue comme “un obstacle pour les intérêts y compris de la France”.La lettre, reprise par les quotidiens algériens, indique que “la position adoptée par la France”, qui soutient celle du Maroc dans la résolution du conflit du Sahara,

avait “surpris et déçu” les séparatistes. Selon le Polisario, le Maroc exploite de “manière excessive” ce soutien.

Mohamed Abdelaziz a également estimé que les souffrances infligées “au peuple sahraoui” et l’instabilité dans la région sont des résultats de cette position constante de la France.

HRW saisit aussi la FranceLe chef de fil du Polisario n’est pas le seul a avoir saisi l’occasion de la visite de François Hollande au Maroc pour critiquer le Royaume. L’ONG Human Rights Watch a estimé mardi que le président François Hollande devrait exhorter les autorités du Royaume à approfondir les réformes et garantir le respect des droits humains.

“Le président Hollande devrait exprimer les inquiétudes que soulève l'état actuel des droits humains, notamment la torture de détenus, les procès militaires iniques, les restrictions du droit à la libre expression et la vulnérabilité des enfants employés comme domestiques.”

Extrait du communiqué de HRW publié mardi.

Pour l'ONG, les garanties de respect des droits humains “que proclame avec force” la nouvelle Constitution “n'ont toujours pas été incorporées dans le droit marocain ni dans les pratiques du gouvernement”.

L'ONG cite notamment le procès des 25 responsables du meurtre de membres des forces de l'ordre lors du démantèlement du camp de Gdim Izik, les détenus du Mouvement du 20 février, ainsi que les restrictions de la liberté des médias, notamment le retrait de l'accréditation d’Omar Brouksy, un correspondant de l’Agence France Presse au Maroc.

Médiouna - Inauguration par le Roi Mohammed VI et François Hollande d’une station d'épuration des eaux usées

La coopération entre le Maroc et la France passe à un niveau supérieur avec la visite de François Hollande. 19 accords et conventions ont été signés hier dans différents domaines.

Le président français, François Hollande, poursuit sa visite d'Etat au Maroc. Pour donner une nouvelle impulsion aux relations bilatérales, plusieurs conventions de coopération ont été signées hier dans divers domaines. Dix-neuf au total dont 2 conventions de prêts d'un montant total de 107 millions d'euros accordés par l'Agence Française de Développement. Objectif : soutenir des projets de développement au

Maroc. Autre moment saillant, l'inauguration par les deux Chefs d'Etats d'une importante station de traitement des eaux à Médiouna.

Grâce à cette technologie, les eaux usées de Médiouna seront traitées et réutilisées à des fins agricoles comme l'explique le directeur général de la Lydec, Jean-Pascal Darriet, à Aswat :

Chronique économique - Maroc - France, osons les modèles inédits

Cette semaine, l'actualité s'impose : le Royaume du Maroc reçoit le Président de la République Française, François Hollande, dans le cadre d'une visite d'Etat. C'est un évènement majeur dans le cadre des relations politiques entre les deux nations qui entretiennent des relations apaisées et constructives dans la région.

L'agenda du Président Hollande est chargé pour cette visite d'Etat. Pas un moment de répit. Les relations économiques sont au premier plan de cette visite : signature de contrats en présence des chefs d'Etats, inaugurations et rencontre, ce jeudi à Rabat, avec les patrons des deux rives de la méditerranée.

La France et le Maroc engagent un nouveau modèle dans leurs relations économiques et commerciales. La France, malgré la crise économique et son atonie, reste une puissance avec ses 65 Millions d'habitants. Elle est la cinquième puissance économique mondiale et la 3ème nation en termes de productivité. La France attire les plus grandes entreprises du monde, et à ce titre, elle dispose d'un bon nombre de world companies comme Axa, BNP Parisbas, Carrefour, Total, Veolia, GDF Suez et bien d'autres, ce qui en fait une force exportatrice dans le monde allant de l'agroalimentaire à l'aéronautique en passant par le luxe et l'armement.

La Maroc a montré sa capacité à travailler sereinement, à bâtir ses routes et ses autoroutes, ses voies ferrées et sa ligne à grande vitesse, ses ports et ses aéroports. Il a montré sa capacité à protéger la flamme de sa construction démocratique. Notre position géographique est stratégique et ce n'est pas aussi simple et évident lorsqu'on pense que la frontière algérienne nous isole et nous met en situation quasi insulaire. Le Maroc a montré sa capacité, à un prix élevé parfois, à entrer dans l'économie globalisée en engageant des accords de libre-échange, avec l'Union Européenne, les Etats Unis d'Amérique, les pays Arabes et la Turquie. C'est audacieux et il faut le noter, alors que l'on commence à peine à envisager des accords de libre-échange entre les Etats Unis et l'Union Européenne en ce moment, pour actionner un levier supplémentaire face à la crise.

Le Maroc a une position exceptionnelle en Afrique et dans le monde Arabe. Nous sommes ici l'occident de l'orient, la porte d'entrée, de compréhension et de décryptage du monde arabe. Nous sommes aussi le terrain d'expériences réussies en Afrique francophone.

Pour toutes ces raisons, le Maroc et la France doivent former un couple d'un nouveau genre, créer un modèle de coopération inédit, basé sur une nouvelle chaine de valeur. Nous devons travailler dorénavant à créer de la richesse ensemble dans cette région du monde, sur notre continent. Le Maroc a de réelles capacités à comprendre et à déceler les opportunités d'investissement et les débouchés originaux en terre d'Afrique. Nous avons les moyens de continuer à faire preuve d'écoute, d'attention et disons-le d'humilité, pour contribuer au développement des économies africaines et par là même de la nôtre.

La France et le Maroc ont annoncé une stratégie commune de co-localisation. C'est excellent. Le Maroc est en voie d'industrialisation. Le terrain est stable et propice à assurer une sorte de continuité des performances françaises. Les ingrédients sont réunis pour servir le continent africain et l'accompagner. Nos entrepreneurs s'y investissent et démontrent leur culture des affaires. Le modèle rodé aujourd'hui au service du co-développement en Afrique servira très vite dans le monde arabe. Après les ruptures et les

mutations démocratiques, viendra le temps de la co-construction. Les entreprises des deux nations devront s'y préparer et œuvrer dans la confiance et la sérénité.

Quels patrons français accompagnent François Hollande au Maroc...

La visite de François Hollande au Maroc a une forte note économique comme en témoigne le nombre de patrons qui l'accompagnent. Une quinzaine de conventions ou contrats, pour la plupart des confirmations, ont par ailleurs été signés dès mercredi 3 avril.

Les patrons sont venus en force avec le président français dans le cadre de sa visite d'Etat au Maroc, les 3 et 4 avril, une visite bousculée au moins dans les esprits par l'affaire Cahuzac.
La délégation de chefs d'entreprises, forte d'une cinquantaine de membres est conduite par les deux co-présidents du Club de chefs d'entreprise France-Maroc, à savoir Jean-René Fourtou, président du directoire de Vivendi et Jean-Paul Herteman, PDG de Safran, ainsi que Thierry Courtaigne, vice-président du Medef international.
Parmi la délégation française, on compte notamment Patrick Kron (Alstom), Jacques Saadé (CMA-CGM), Gérard Mestrallet (Gdf Suez), Guillaume Pepy (SNCF), Frédéric Jousset (Webhelp), Jean-Loïc Galle (Thales Alenia Space), Jean-Louis Chaussade (Suez environnement) ou encore Christophe de Maistre, patron de Siemens en France, associé pour la première fois à un voyage présidentiel.

A cela s'ajoutent des dirigeants d'Airbus, Egis, Colas, Webhelp, Sanofi, Sofiprotéol ou L'Oréal et des représentants du monde agricole comme Xavier Beulin, patron de la FNSEA.

Ces patrons sont pour la plupart en terrain (très) connu au Maroc, Alstom a fourni les tramways de Casablanca ou Rabat et emporté le futur TGV. Safran a une demi-douzaine d'implantations dans le Royaume, tout comme Webhelp. Sofiproteol vient de racheter Lesieur Cristal, CMA-CGM opère une part du nouveau port Tanger-Med et GDF-Suez va construire un parc éolien à Tarfaya. Quant à l'électricité et l'eau de Casablanca, elles sont fournies par Lydec, filiale de Suez environnement.

A ces poids lourds s'ajoute une délégation fournie de PME et d'ETI dans les domaines des énergies renouvelables, de l'ingénierie et de l'environnement, secteurs en plein boom au Maroc, avec la présence dans ce voyage d'entreprises comme Soitec, Solar Euromed, Solarezo, Environnement SA, Derichebourg, Giordano ou Altawest.

Le secteur financier quant à lui est représenté notamment par BNP-Paribas, la Société Générale, Euler-Hermes ainsi que par la franco-marocaine Fatine Layt, présidente d'Oddo corporate finance. En matière de finance, mercredi après-midi, Gérard Mestrallet qui outre ses fonctions de dirigeant de GDF-Suez est aussi président de Paris Europlace, a d'ailleurs signé à ce titre un accord de coopération avec le Moroccan Financial Board (MFBoard) représenté par son directeur général Said Ibrahimi. Objectif : des « actions concrètes en matière d'échanges entre les acteurs des deux places financières et d'investissements croisés, de formation/recherche et d'accompagnement des PME innovantes ».

Après la signature d'une quinzaine de conventions ou contrats mercredi (voir encadré), les patrons français doivent rencontrer leurs homologues marocains ce jeudi 4 avril dans la matinée à Rabat dans le cadre d'un forum économique conjoint entre le Medef international et les représentants de la CGEM (patronat marocain), notamment sa présidente Myriem Bensalah-Chakroun et Mohamed El Kettani, le patron d'Attijariwafa Bank et co-président du Club des entreprises France-Maroc. Les deux thèmes de ce forum sont « Mieux vivre en ville » et « Entreprises françaises et marocaines en Afrique». Le président François Hollande doit venir quant à lui conclure ce forum en milieu de journée, juste après son discours au Parlement et avant de partir dialoguer avec les étudiants de l'Université internationale de Rabat.

SAHEL INTELLIGENCE
L'information stratégique

François Hollande au Maroc : le Sahara Occidental, gage d'une paix durable au Sahel

Le président français François Hollande a entamé hier mercredi une visite officielle de 48 heures au Maroc. Parmi les nombreux sujets qui devraient être abordés, le chef d'Etat français devrait s'atteler à s'assurer le soutien du Royaume chérifien dans la gestion de l'après-guerre au Mali. Malgré le fait qu'il n'y ait pas envoyé de troupes, le Maroc est très impliqué, et ce dès ses débuts, dans l'opération « Serval » mené par l'armée française au Mali. De longs entretiens téléphoniques ont eu lieu entre les dirigeants des deux pays peu après le lancement de l'opération. Le Maroc a soutenu l'opération française en fournissant du renseignement et a ouvert son espace aérien aux chasseurs français qui ont stoppé les colonnes des djihadistes qui s'étaient lancées sur Bamako.

Si l'éviction des djihadistes des fiefs qu'ils occupaient avant l'intervention française et des autres troupes africaines est déjà une réalité, la gestion de l'après-conflit s'annonce compliquée, surtout avec la situation instable au Sahara Occidental. Traqués par les militaires français et tchadiens, des groupes de combattants djihadistes auraient rejoint des combattants du Front Polisario. Même si le renforcement de la sécurité au niveau des frontières a permis aux autorités marocaines de démanteler plusieurs cellules terroristes, il apparait comme une évidence que la bombe activée par l'afflux des combattants djihadistes au Sahara Occidental ne pourra être désamorcée sans la résolution de la crise politique qui y perdure. La France se retrouve partagée entre l'Algérie et le Maroc, toutes deux ses alliées et soutiens dans ses opérations au Mali, mais opposés sur l'avenir de cette ancienne colonie espagnole contrôlée par le Maroc. L'Hexagone soutient le plan d'autonomie marocain pour ce territoire, mais évite de le rappeler trop souvent pour ne pas se priver du soutien crucial de son allié algérien, lui-même soutien du Front Polisario favorable à un référendum d'autodétermination.

France-Maroc : une visite sous le signe de la confiance

Le président François Hollande est arrivé mercredi à Casablanca, puis se rendra jeudi à Rabat pour une visite qui consacre l'excellence des relations entre les deux pays à tous les niveaux. Tout d'abord sur le plan politique, les relations entre Paris et Rabat se sont depuis longtemps affranchies des contingences pour s'inscrire tranquillement dans la continuité et la durée. Le fait que François Hollande ait tenu, après son élection, à ce que le roi du Maroc Mohammed VI soit le premier chef d'Etat à être reçu à l'Elysée, témoigne de cette constance et d'une proximité sereinement entretenue d'un côté comme de l'autre. Paris a d'ailleurs apporté son soutien, dès le départ, au processus de réformes engagé par le roi Mohammed VI au début de son règne. Et, au-delà des alternances politiques dans l'Hexagone, la France a fermement appuyé la transition démocratique au Maroc, qui s'est matérialisée par l'adoption d'une nouvelle Constitution en 2011. Dans le contexte des bouleversements qui secouent les pays arabes, Paris a également considéré l'expérience marocaine de réforme dans le consensus et la stabilité, comme un modèle pour les pays en transition.

Il n'est donc pas étonnant que les positions politiques de Paris et Rabat à l'international soient empreintes par cette proximité raisonnée. C'est le cas dans la crise malienne. C'est le cas également de la guerre civile en Syrie et du dossier du Proche-Orient. C'est le cas, surtout, de la question du Sahara où Paris a imperturbablement soutenu le plan d'autonomie depuis sa présentation par le Maroc en 2007. Un plan dans lequel la France voit la « base réaliste, crédible et sérieuse pour parvenir à une solution politique durable » du conflit. Sur un autre plan, cette confiance mutuelle se nourrit au quotidien par des échanges denses et très divers à tous les niveaux: humain, économique, politique, culturel… Des centaines d'entreprises françaises, parmi lesquelles une quarantaine cotées au CAC 40, sont installées au Maroc. Le royaume compte aussi quelque 80.000 résidents français, soit la plus forte communauté française en Afrique, alors que la France accueille près d'un million de marocains, dont des dizaines de milliers d'étudiants. Autant de facettes de la relation franco-marocaine qui seront à l'ordre du jour de la visite de François Hollande au Maroc. Car, le président français qui sera accompagné de 8 ministres et d'une soixantaine de chefs d'entreprises, devrait présider avec le roi Mohammed VI, la signature de pas moins de 29 accords bilatéraux touchant divers secteurs.

Info Maroc

Maroc - France : François Hollande perd des points de popularité chez les Rajaouis !

Lors de sa visite de deux jours au Maroc, François Hollande ne s'attendait sans doute pas à se mettre à dos plusieurs milliers de Marocains : les supporters du Raja de Casablanca ! En effet, l'équipe devait recevoir, mercredi, le club koweitien d'Al-Arabi en demi-finale de la coupe UAFA à Casablanca. Mais, en raison de la visite du président français, les autorités ont décidé que le match ne se déroule pas au Complexe Mohammed V. Résultat : la rencontre a été disputée à El Jadida dont le stade ne peut accueillir que 15.000 personnes.

Du coup, les supporters du Raja sont furieux et ont fait part de leur colère à François Hollande, la veille de sa visite, sur la page Facebook du président. En quelques heures, des centaines de commentaires ont été postés. «Monsieur le président de la République française, prière de changer la date de votre visite à

Casablanca ou de jouer de votre influence pour faire en sorte que notre équipe puisse jouer son match à domicile», plaide des Rajaouis.

Hollande au Maroc : Tahar Benjelloun dans la délégation officielle française

L'écrivain et poète marocain Tahar Benjelloun est associé à la délégation officielle accompagnant le président François Hollande comme "grand témoin" des relations franco-marocaines, une mission que ce membre de l'Académie Goncourt en France, perçoit comme "un honneur". "J'ai été flatté et honoré. Mais le fait de faire partie de la délégation française, ne veut pas dire que ma part marocaine a été gommée ou bien que je renie mes racines profondes ou que j'oublie que c'est le Maroc qui nourrit ma création littéraire, au contraire, j'affirme ma double appartenance, qui est source de richesse intellectuelle et humaine", a confié Tahar Benjelloun.

AFRIK.COM François Hollande au Maroc : les sujets qui fâchent

Le président de la République française, François Hollande, entame son deuxième voyage officiel au Maghreb. Après l'Algérie en décembre, direction le Maroc où le chef de l'Etat français n'échappera pas aux sujets qui fâchent...

Préparation en grande pompe pour la visite, mercredi 3 et jeudi 4 avril, de François Hollande au Maroc. Il est attendu à Casablanca en début d'après-midi par le souverain chérifien, Mohammed VI. Accompagné d'une délégation de huit ou neuf ministres et d'une soixantaine de chefs d'entreprise, François Hollande assistera avec son homologue à la signature d'accords et de contrats bilatéraux. Il inaugurera ensuite la station de traitements des eaux de Médiouna, dans le Grand Casablanca, avant d'aller à la rencontre de la communauté française.

« La relation entre les deux pays est très dense et fluide. Le Maroc est un partenaire très intime, très proche, l'enjeu de la visite est de se donner les moyens de maintenir une relation de haut niveau », affirme-t-on à l'Elysée. D'ailleurs, Mohammed VI a été le premier dirigeant à être reçu par François Hollande, le 24 mai 2012, une semaine après son entrée à l'Elysée. Mais la décision du président français de privilégier

l'Algérie pour sa première visite au Maghreb en décembre avait suscité de nombreuses réactions et supputations. Côté Paris, on assure qu'il n'y avait là aucune volonté de privilégier un pays maghrébin au détriment d'un autre. Les relations diplomatiques entre Paris et Alger s'étaient considérablement dégradées pendant le mandat de Nicolas Sarkozy. Il était donc "normal" que François Hollande visite tout d'abord l'Algérie pour rétablir un dialogue serein entre les deux pays.

La journée du jeudi 8 avril sera également dense puisque le chef de l'Etat français prendra la route vers Rabat pour s'entretenir avec le Premier ministre marocain, l'islamiste Abdelilah Benkirane, le Président de la chambre des représentants, Karim Ghellab et le Président de la chambre des conseillers, Mohammed Cheikh Biadillah. Il doit aussi prononcer un discours devant le Parlement marocain, à l'occasion d'une session extraordinaire décidée par le chef du gouvernement.

Une intervention controversée

Devant le Parlement, François Hollande s'exprimera sur de « grands sujets de l'heure » comme la Syrie, le Mali, le « Printemps arabe » ou encore le processus de paix au Proche-Orient.

La visite de François Hollande aurait poussé le gouvernement Benkirane à solliciter la tenue d'une session extraordinaire au Parlement le 4 avril. Elle sera mêlée à l'examen de cinq projets de loi. D'après des sources locales, Abdelilah Benkirane veut profiter de cette session extraordinaire pour rattraper le retard accumulé durant l'année, à propos de l'examen de plusieurs projets de loi prêts à être adoptés. Un comportement qui a sérieusement agacé de nombreuses personnalités politiques, dont l'opposition. Elles regrettent que la visite de François Hollande soit prétexte au gouvernement pour accélérer l'examen de certains projets de loi visant à compléter la charte constitutionnelle, en attente depuis plusieurs mois.

Un mot sur les droits de l'homme

Le sujet sur lequel François Hollande est attendu au tournant par de nombreux militants et citoyens concerne la question des droits de l'homme au Maroc. Le président devrait « prendre acte que le Maroc a trouvé sa voie, va dans le bon sens, dans un contexte où les Printemps arabes offrent beaucoup de potentiels mais aussi présentent des risques », selon l'Elysée. C'est précisément sur ce point que le Mouvement du 20 février, des associations comme l'AMDH (Association marocaine des Droits Humains), les prisonniers politiques et d'opinions, les journalistes en exil ou encore les victimes de viols accueillies comme des criminelles par la justice espèrent de François Hollande qu'il reconnaisse que les droits de l'homme au Maroc sont souvent bafoués.

Quoiqu'il en soit, le dirigeant français a exprimé « le souhait de la France de l'accompagner [le Maroc] dans cette voie » de démocratisation. Mais en s'engageant sur ce dossier, le président Hollande à beaucoup à faire, à en croire Human Rights Watch (HRW). « Les garanties de respect des droits humains que proclame avec force la Constitution adoptée par le Maroc en 2011 (dans le contexte du printemps arabe, ndlr) n'ont toujours pas été incorporées dans le droit marocain ni dans les pratiques du gouvernement », met en garde l'ONG dans un communiqué.

L'organisation invite la France à user de sa position de premier partenaire économique « et de principale source d'aide bilatérale [pour que] la France joue un rôle positif en mettant en lumière les abus qui persistent et encourage les efforts de réforme du gouvernement ».

L'épine du Sahara

Le dossier empoisonne les relations entre l'Algérie et le Maroc depuis 1975. A propos du Sahara occidental, la position de la France reste inchangée. Paris continue de soutenir le plan d'autonomie proposé par le Maroc comme « base sérieuse et crédible » de discussion et compte sur une « solution négociée dans le cadre de l'ONU ». L'envoyé personnel du secrétaire général de l'ONU pour le Sahara occidental, Chrisopher Ross, estime que « la situation dangereuse dans la région du Sahel et son voisinage rend une solution plus urgente que jamais » à la crise. Il fait ainsi référence aux groupes liés à la nébuleuse Al-

Qaïda. Hollande surfera sur le sujet, préférant ne pas trop se mouiller dans ce dossier. Il se contentera donc d'appuyer la position marocaine.

Des détenus français en grève

Des détenus français au Maroc ont entamé une grève de la faim à l'approche de la visite d'Hollande « suite aux arrestations abusives dont nous [les détenus] avons été victimes, la majorité d'entre nous a été torturée. […] Face au silence coupable des autorités marocaines et à la frilosité de la France, nous voyons dans cette grève de la faim l'ultime chance de faire entendre notre désespoir lors de votre venu Mr Le Président », peut-on lire dans le communiqué de presse des grévistes.

Des supporters en colère

Autre vague de protestation, plutôt inattendue, celle de 70 000 supporters du Raja Casablanca en colère depuis l'annonce de la délocalisation de la demi-finale de la Coupe de l'UAFA, la Ligue des Champions des pays arabes, face à Al-Arabi du Koweït. Le match devait avoir lieu à Casablanca, mais la visite de François Hollande qui coïncide le même jour, a contraint les autorités locales à délocaliser le match à El Jadida, à 70 kilomètres de Casablanca. Le hic, c'est que le stade d'El Jadida ne peut accueillir que 15 000 spectateurs contre 80 000 pour celui de Casablanca.

Slate Afrique Le Maroc et le France conviennent de soutenir l'internationalisation des entreprises marocaines et françaises en Afrique

Rabat : Le Maroc et le France ont convenus de soutenir la dynamique d'internationalisation des entreprises marocaines et françaises en direction de l'Afrique, lit-on dans la Déclaration conjointe rendue publique jeudi au terme de la visite d'Etat du Président français, François Hollande, au Maroc.

Le texte souligne que les deux pays considèrent le continent africain comme un espace d'opportunités économiques dans lequel les entreprises marocaines et françaises peuvent investir dans le cadre du développement et de la coopération tripartite.
Les deux pays ont, par ailleurs, salué le dynamisme dont font preuve les opérateurs économiques des deux pays, se félicitant des avancées réalisées par le Club des chefs d'entreprises Maroc-France pour le développement de partenariats opérationnels mutuellement bénéfiques dans le cadre d'une vision commune, bâtie sur le principe de co-localisation. Ils se aussi sont félicités de la tenue du forum des chefs d'entreprise français et marocains, le troisième en un an, clôturé jeudi à Rabat par le chef de l'Etat français.

Ce nouvel élan donné aux relations bilatérales à l'occasion de la visite de Hollande au Maroc rejaillira positivement sur l'ensemble des relations euro-méditerranénnes et ce, en raison de l'ambition partagée des deux pays en faveur d'un partenariat rénové entre les deux rives de la Méditerranée basé sur la démocratie, la prospérité partagée et la solidarité.

Al Wihda Monsieur François Hollande déstabilise les ennemis du Maroc !

Monsieur François Hollande déstabilise les ennemis du Maroc ! Tous d'abord, la pluie était au rendez-vous pour un accueil des plus chaleureux au Président français, Monsieur François Hollande. Une pluie, un don divin, annonciatrice de prospérité et de bonheur. Au-delà de cet épisode météorologique bienfaiteur, la visite officielle de 02 jours du Président français au Royaume du Maroc a été marquée par de nombreux temps forts. Tout d'abord l'accueil chaleureux et populaire qui lui fut réservé par Sa Majesté Le Roi Mohammed VI et le peuple marocain mais aussi et surtout les déclarations du Chef de l'Etat français sur le dossier sensible pour tout marocain qu'est celui de l'intégrité territoriale et de la souveraineté marocaine sur ses provinces sahariennes.

Ainsi, Monsieur François Hollande a réaffirmé à trois reprises la position de son pays sur la question du Sahara marocain. Une première fois lors de ses entretiens avec le Roi du Maroc et ensuite lors des discours prononcés lors du dîner officiel puis devant les Parlementaires marocains réunis en session spéciale. En effet, le Président de la République Française a souligné avec force le soutien de son pays au plan d'autonomie proposé par le Maroc pour sortir du conflit du Sahara, qui oppose le Maroc et l'Algérie depuis plus de 30 ans. A ce sujet, Monsieur François Hollande a déclaré en substance et je cite : «Le plan présenté en 2007 par le Maroc prévoit un statut de large autonomie pour la population de cette région et je le redis ici, c'est une base et sérieuse et crédible en vue d'une solution négociée». Autre temps fort, qui va dans le même sens, celui où Monsieur François Hollande et Madame Valérie Trierweiler se sont recueillis au Mausolée Mohammed V à Rabat sur les tombes de Feu Sa Majesté Mohammed V et Feu Sa Majesté Hassan II. Un temps fort qui ne peut être occulté puisqu'au Mausolée Mohammed V reposent deux grands Souverains.

En effet, Feu Sa Majesté Mohammed V, le libérateur avait prononcé le 25 février 1958 le discours historique de M'Hamid Al Ghizlane relatif aux territoires sahariens sous colonisation espagnole et avait reçu les représentants des tribus sahraouis venus lui présenter leur allégeance. En cette journée mémorable, Feu Sa Majesté Mohammed V avait proclamé solennellement « Nous poursuivrons Notre action pour le retour de notre Sahara dans le cadre du respect de nos droits historiques», soulignant les liens séculaires qui ont toujours uni les populations des provinces du Sahariennes aux Souverains marocains et la volonté du Maroc de recouvrer ses provinces du Sud sur la base de l'intégration territoriale entre ses régions. C'est ainsi que la province de Tafaya fut récupérée en 1958.

Persévérant sur la même voie, Feu Sa Majesté Hassan II, l'Unificateur, a permis au Maroc de récupérer pacifiquement Sidi Ifni en 1969 puis, avec l'organisation de la Marche Verte le 06 novembre 1975 sa premiere province saharienne et enfin le 14 août 1981 sa seconde province saharienne. C'est dire toute la symbolique du recueillement de Monsieur François Hollande et de Madame Valérie Trierweiler sur les tombes de ces deux grands Rois.

Une symbolique qui confirme les déclarations du Président français sur la position immuable de la France sur le dossier du Sahara et de son soutien total à la proposition marocaine et son soutien à l'intégrité territoriale du Maroc. Un soutien qui vient confirmer celui du Ministre français des Affaires Etrangères, Monsieur Laurent Fabius, qui, répondant à une question écrite de la députée socialiste pro-algérienne, Catherine Troallic, a réitéré le soutien de Paris au plan marocain d'autonomie, que la France considère comme base sérieuse et crédible pour une solution négociée.
Par ailleurs, il est à noter que la même position a été confirmée, le 04 avril 2013, par le Chef du Gouvernement espagnol, Monsieur Mariano Rajoy, en réitérant le soutien de son pays à la proposition marocaine qui favorise une solution juste, durable et mutuellement acceptable à la question du Sahara.
De son côté, l'Envoyé Personnel du Secrétaire Général de l'ONU pour le Sahara, Monsieur Christopher Ross, en visite fin mars 2013 à Tindouf dans les camps des séquestrés sahraouis, n'a pas hésité à rabrouer les dirigeants du polisario en leur assenant en guise de réponse à une question sur les Droits de l'Homme au Sahara marocain et je cite : «comment pouvez vous critiquer acerbement ainsi le Maroc, alors que les droits humains ne sont point respectés ici aux camps ? Commencez par y en assurer le plein respect, avant de parler du Maroc ?».

Toutes ces déclarations, qui ont semé le désarroi dans les rangs du polisario et chez les ennemis de l'intégrité territoriale du Maroc, font qu'aujourd'hui on assiste à un tir de barrage médiatique déployé par le polisario qui prouve, si besoin est, que la visite officielle du Président français, Monsieur François Hollande, au Royaume du Maroc, semble passer très mal dans les arcanes du pouvoir algérien. Que les ennemis du Maroc sachent que le Maroc poursuit, aujourd'hui, sous la conduite éclairée, sage et clairvoyante de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, sa marche visant à défendre les valeurs sacrées de la Nation et son intégrité territoriale et à renforcer son cheminement pour être au diapason des impératifs de la conjoncture qui implique l'adhésion des différentes composantes du peuple marocain au processus du développement global et de la consécration de la démocratie et que rien ne pourra arrêter cette marche. Qu'ils sachent également, comme l'a si bien dit Monsieur François Hollande et je cite «la France et le Maroc partagent une richesse qui n'a pas de prix : Celle de pouvoir regarder leur avenir, avec la même confiance et sans avoir besoin de se retourner pour juger le passé».

Le Président François Hollande a notamment tenu, dans ce même discours, à reconnaitre en le Maroc, la nation qui avance, la distinguant de ses voisins, ceux qui s'acculent, empêtrés dans une fausse histoire, que l'on veuille momifier pour mieux en user comme piédestal, pour un pouvoir illégitime et impopulaire.

PUREPEOPLE.COM

Valérie Trierweiler : Voilée au côté de François Hollande au mausolée Mohammed V

Toujours englué dans l'affaire Cahuzac et plus que jamais invité à procéder à un remaniement ministériel par l'opposition, François Hollande fait face et a poursuivi jeudi 4 avril sa visite officielle au Maroc. Une dernière journée chargée à Rabat aux côtés de la désormais très discrète mais très élégante Valérie Trierweiler, qui portait un superbe manteau Gérard Darel. Après le somptueux dîner de la veille aux côtés du roi Mohammed VI et la princesse Lalla Salma, le président était attendu vers 10h30 pour un entretien avec le Premier ministre marocain Abdelilah Benkirane, Karim Ghellab, le Président de la chambre des représentants Karim Ghellab et le Président de la chambre des conseillers Mohammed Cheikh Biadillah.

Vers 11h45, François Hollande a ensuite prononcé un discours devant le Parlement à Rabat. La journée du président a ensuite été marquée par une visite du mausolée de Mohammed V. Très élégante, Valérie Trierweiler portait un voile autour du visage. La Première dame avait opté pour du bleu marine, tandis que la toujours ravissante Najat Vallaud-Belkacem, ministre des Droits des femmes, portait un voile noir et une écharpe rose. Toujours solidaires, les deux femmes ont par ailleurs aussi rendu visite à une association de défense des femmes dans la capitale marocaine.

Durant cette journée chargée, François Hollande a également rencontré des étudiants à l'Université internationale de Rabat puis échangé avec Serge Berdugo, président de la communauté israélite marocaine, et Joël Mergui, président du Consistoire central israélite de France. Pour clôturer son voyage officiel, le chef de l'Etat a ensuite tenu une conférence de presse à la Bibliothèque nationale de Rabat durant lequel il a vivement remercié le roi Mohammed VI pour l'accueil reçu avant d'aller à la rencontre de personnalités de la société civile aux alentours de 18h./.